



**ALLIANCE ÉNERGIE - INDUSTRIE
SOUS L'ÉGIDE DE BERCY**

100 % libres
...100 % vous !

Une transition énergétique juste et souveraine va de pair avec une politique industrielle qui crée des emplois durables

Alors que la perte de compétitivité énergétique représente un choc systémique pour le Vieux Continent menaçant de provoquer un déclin de sa puissance industrielle, et tandis que les promesses d'emplois durables liées au Green Deal tardent à se concrétiser, la CFE Énergies est convaincue que les décisions en matière d'énergie doivent désormais être davantage guidées par les priorités industrielles, au niveau européen comme en France.

Dans le cadre des débats sur la programmation énergétique ou des travaux du Conseil Supérieur de l'Énergie, la CFE Énergies a ainsi toujours plaidé pour un alignement entre les politiques publiques en matière d'énergie, de climat et d'industrie.

La CFE Énergies estime donc que le rapprochement entre l'industrie et l'énergie décidé par le nouveau Gouvernement, devrait être de nature à aligner la politique énergétique avec le retour d'une véritable stratégie de souveraineté industrielle tout en répondant au défi de la décarbonation de l'industrie.

Maintenant que la consultation publique sur la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) est achevée, la CFE Énergies appelle le nouveau Gouvernement à prendre des décisions éclairées sur la trajectoire énergétique du pays, et à les inscrire dans la durée. Ces décisions doivent consolider et développer les filières industrielles de la transition énergétique bas carbone, et tenir compte, pour chaque composante du mix énergétique, de l'intensité en emplois industriels qualifiés générés et réellement durables.

Trop longtemps négligée, cette approche industrielle de la transition énergétique constitue pourtant la clé de voûte d'une transition énergétique qui garantit aux salariés français des emplois durables, de qualité et difficilement délocalisables. Contrairement à la vision d'une transition verte qui se résume à des investissements massifs reposant souvent sur l'importation d'équipements conçus et fabriqués hors d'Europe créant un déficit carbone irréparable, cette approche industrielle doit favoriser la création d'emplois industriels pérennes et générant une réelle valeur ajoutée sur le territoire français et européen.

Dans cette optique, la CFE Énergies attend du Gouvernement qu'il rationalise le développement des énergies renouvelables électriques, en trouvant un équilibre cohérent entre production électrique pilotable et intermittente afin d'offrir au tissu industriel français compétitivité, sécurité et stabilité électriques. Il doit par ailleurs assurer l'avenir de l'écosystème industriel du nucléaire en engageant la prolongation du parc existant et en confirmant le développement de nouvelles capacités.

Pour la CFE Énergies, il est tout aussi crucial de lever les contraintes juridiques et concurrentielles qui entravent le développement de l'industrie hydroélectrique du pays. La CFE Énergies exhorte également le Gouvernement à soutenir le développement des filières des énergies renouvelables thermiques et gazières, qu'il s'agisse de la géothermie ou des gaz renouvelables et bas carbone, y compris ceux de seconde génération, car elles constituent de véritables filières industrielles de souveraineté. La place essentielle des réseaux, gaziers comme électriques, dans la réussite de la transition énergétique, devra, quant à elle, être réaffirmée.

Enfin, alors que de nombreux acteurs industriels réclament des mesures sur l'énergie pour soutenir leur compétitivité, la CFE Énergies appelle le Ministre de l'énergie à ne pas réitérer l'erreur commise en 2022, funeste pour les finances du pays comme pour celles de l'électricien national. Les dispositifs de soutien aux prix de l'électricité doivent en effet être strictement réservés aux consommateurs industriels qui sont réellement exposés à la concurrence internationale, à savoir les hyper-électro-intensifs. Dans cette perspective, le Ministre doit également résister à la pression de ceux qui veulent prolonger l'ARéNH sur le dos de la collectivité, et il doit assurer un prix juste de l'électricité, qui couvre l'ensemble des coûts comme le préconisait Marcel Boiteux.

Le Ministre de l'énergie ne doit en effet pas perdre de vue que la volatilité des prix de l'énergie pour les industriels est aussi la conséquence du dogmatisme libéral de la Commission européenne qui a souhaité mettre à bas les contrats long terme en matière gazière au nom de la primauté des lois du marché, mais aussi des impacts sur la stabilité et l'économie du système électrique de la montée en puissance des énergies renouvelables, énergies peu denses et intermittentes, partout en Europe.